

Sous la direction de
Pierre PASCALLON
Président du Club Participation et Progrès

Défense et Renseignement

*Préface de l'amiral Pierre Lacoste
ancien directeur de la DGSE*

*Introduction de François Léotard
ministre d'État, ministre de la Défense*

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

Cet ouvrage rassemble les interventions prononcées lors du colloque organisé par le professeur Pierre Pascallon, président du Club "Participation et Progrès", qui s'est tenu le 26 octobre 1993 au Sénat, sous la présidence de François Léotard, ministre d'État, ministre de la Défense et sous la direction de l'amiral (CR) Pierre Lacoste, ancien directeur de la DGSE.

Sommaire

Préface11
*par l'amiral (CR) Pierre Lacoste, ancien directeur
de la DGSE*

Introduction générale

Défense et Renseignement19
*par François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la
Défense*

L'organisation du renseignement face au
Pacte de Varsovie avant 1989 : un système
opérationnel complet dans un cadre interallié.....33
*par le général (CR) Maurice Faivre,
docteur en sciences politiques et ancien chroniqueur à la
revue Défense Nationale*

L'importance croissante du renseignement43
*par Pierre Pascallon, professeur agrégé de faculté, député,
membre de la Commission de la Défense et des Forces
armées de l'Assemblée nationale*

Première partie

Les objectifs du renseignement

Les objectifs actuels du renseignement de défense	65
<i>par le général (CR) Roger Cléry, spécialiste du renseignement de défense, fondateur et ancien directeur de l'Ecole militaire du centre de formation interarmées du renseignement</i>	
Espace et renseignement	75
<i>par Isabelle Sourbès-Verger, chargée de recherches au CNRS et au CREST-Polytechnique</i>	
Quels enjeux pour l'Europe de se doter d'une agence de contrôle par satellite ?	93
<i>par Jean-Pierre Fourré, président d'Eurosat, ancien vice-président de l'UEO</i>	

Deuxième partie

Les moyens du renseignement militaire

II-1 Les moyens humains

Les sources humaines dans le renseignement	103
<i>par le général (CR) Jeannou Lacaze, ancien chef d'état-major des armées, ancien député européen, président de l'U.D.I.</i>	

II-2 Les moyens techniques

Les moyens de recueils du renseignement de défense militaire	111
<i>par le général (CR) Jean Menu, conseiller Air du président-directeur général de l'Aérospatiale et conseiller militaire à la division Espace et Défense de l'Aérospatiale</i>	

La consultation des données du renseignement	119
<i>par Etienne Bouthors, directeur du département "Logiciel et traitement de l'information" chez Dassault Electronique</i>	

Le renseignement image d'origine spatiale	123
<i>par Jean-Pierre Gillet, chargé de mission auprès de la direction générale de Matra Cap Systèmes,</i>	

Le renseignement image d'origine spatiale	139
<i>par l'amiral (CR) Jean-Paul Bergot, conseiller Défense du président de Matra Marconi Systèmes</i>	

Les programmes de renseignement basés sur les satellites d'écoute et les satellites radar	145
<i>par Norbert Lannelongue, Responsable des programmes spatiaux d'observation chez Alcatel-Espace</i>	

Avion piloté et renseignement	151
<i>par le général (C.R.) Alain Suquet, conseiller Air du président-directeur général de Dassault Aviation</i>	

Conclusion	155
<i>par l'ingénieur général de l'armement Michel Javelot, directeur de l'Electronique et de l'Informatique, ministère de la Défense</i>	

Troisième partie

L'organisation du renseignement

La réorganisation actuelle du renseignement d'intérêt militaire	161
<i>par le général Jean Heinrich, directeur du Renseignement militaire</i>	

Conclusion générale

- La réinvention du renseignement.
Les avantages du renseignement ouvert..... 167
*par Robert David Steele, président de la société Open
Source Solutions Inc. (Etats-Unis)*
- Quelle politique de renseignement pour la France ?..... 183
*par Xavier de Villepin, sénateur représentant les
Français établis hors de France, président de la
Commission des Affaires étrangères, de la Défense
et des Forces armées au Sénat*

Préface

Amiral (CR) Pierre LACOSTE
Ancien directeur de la DGSE

La publication des actes du colloque qui s'est tenu le 26 octobre 1993 à l'initiative de M. Pierre Pascallon, député du Puy-de-Dôme, membre de la commission de la Défense nationale et des Forces armées, vient à point pour mieux informer l'opinion française sur un sujet qui est encore trop peu connu de nos compatriotes. Peu connu et surtout mal compris, parce qu'à la différence d'autres peuples, comme par exemple le britannique ou le chinois, nos élites n'ont pas été éduquées, formées ni entraînées à traiter le renseignement comme un facteur stratégique essentiel, au même titre que les capacités militaires ou le savoir-faire diplomatique. Parce que les mythes, les légendes et les fantasmes véhiculés par les romans d'espionnage sont très loin de la vérité historique. Parce que les hommes et les femmes qui s'y consacrent ne sont pas les héros célébrés par les films à sensation, ni les vilains d'une certaine "guerre de l'ombre".

Ce colloque s'inscrit heureusement dans une période de l'évolution de la société française qui remet en question beaucoup d'idées et de comportements établis. Les ruptures qui ont consacré la faillite du modèle soviétique nous conduisent aussi à réviser la plupart des concepts qui s'imposaient à nos esprits et à les confronter aux réalités d'un monde en transition. Dans le domaine de la défense, l'effondrement de l'URSS nous a privés de l'ennemi

principal qui menaçait notre sécurité et nous a obligés à faire un intense effort de réflexion collective pour redéfinir les bases, les objectifs et les moyens de notre politique. Le nouveau *Livre Blanc* publié au début de 1994 est un remarquable résultat des travaux entrepris depuis l'été de 1993 ; il fait une place privilégiée au renseignement militaire et gouvernemental auquel nous consacrons des moyens techniques et humains en forte expansion, en dépit de la réduction générale des ressources et des effectifs des armées dans d'autres secteurs. Dans le domaine de l'économie le rapport de la commission du Plan présidée par M. Martre sur "l'Intelligence économique" a mis en évidence les retards et les lacunes de notre pays. Il s'agit, là aussi, d'un problème de déficit de la "culture du renseignement" des Français ; il représente un véritable handicap dans la compétition mondiale alors que nous sommes déjà entrés dans l'âge de l'information.

Cependant une proportion croissante de nos compatriotes, conscients des nouveaux défis de notre temps, manifestent la volonté de s'y adapter et de les relever. On voit à divers signes qu'ils sont en train de changer d'attitude et qu'ils sont désireux d'être mieux informés sur ces questions. La publication des actes du colloque de l'année dernière répond à leur attente.

On y trouvera en introduction l'allocution de M. Léotard, ministre d'État, ministre de la Défense qui, par sa présence effective à l'ouverture des travaux, a voulu montrer l'intérêt qu'il porte personnellement à ces questions. En développant trois aspects, un constat, une nécessité, un objectif, il a posé les fondements de la nouvelle politique du Gouvernement dans le cadre des orientations générales du *Livre Blanc*.

Les exposés du général Faivre et de M. Pierre Pascallon complètent la présentation générale par la description du précédent dispositif, celui qui s'inscrivait dans le cadre interallié de l'affrontement Est-Ouest, et par la

démonstration de l'importance croissante du renseignement dans le monde actuel.

Le colloque s'est ensuite déroulé en trois parties, la première traitant des objectifs, la deuxième de moyens humains et techniques, et la troisième de l'organisation du renseignement militaire. Et il s'est achevé sur l'intervention de M. Robert D. Steele, président d'une société américaine consacrée à l'exploitation des "sources ouvertes", c'est-à-dire une démarche nouvelle qui résulte d'options inhabituelles, très novatrices, qui méritent d'être considérées avec beaucoup d'attention.

M. le sénateur Xavier de Villepin a bien voulu tirer quelques conclusions générales, avec tout le poids que sa qualité de président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat confère à son opinion.

Je ne tenterai pas de commenter dans cette préface les propos de tous les intervenants. Compte tenu du peu de temps dont ils disposaient, chacun d'entre eux a dû faire dans son domaine particulier un exposé synthétique dont le texte ne saurait être résumé. On notera la richesse et la complexité des réponses techniques aux besoins militaires. On remarquera aussi que la France, en dépit des ressources très sensiblement inférieures à celles des superpuissances, tient une des premières places dans plusieurs applications, notamment dans l'imagerie spatiale. Et qu'elle parvient difficilement à convaincre ses partenaires de l'Union européenne de se joindre à elle pour doter l'Europe de moyens conformes à ses intérêts et nécessaires à sa sécurité.

Je voudrais cependant appeler l'attention sur les propos du général Lacaze et sur ceux du général Heinrich. L'ancien chef d'état-major des armées était particulièrement qualifié pour insister sur l'importance du facteur humain dans le renseignement ; son expérience et son autorité donnent un relief tout particulier à cet aspect capital de la question.

Comme l'a rappelé un autre intervenant au sujet du domaine aéronautique, quoi qu'on fasse "l'homme est dans la boucle". Et quand l'actuel chef de la nouvelle Direction du Renseignement militaire expose les modalités de l'organisation qu'il a mise sur pied pour répondre aux besoins d'intérêt militaire dans le contexte des crises de notre temps, il ne manque pas de souligner les rôles complémentaires des moyens techniques et des moyens humains, tant au niveau de la recherche que de l'exploitation.

Les textes qui figurent dans cet ouvrage ne couvrent pas tous les aspects qui mériteraient d'être développés dans le cadre d'une réflexion générale sur les rapports entre la défense et le renseignement. C'est un problème si vaste et si complexe qu'on ne peut l'aborder que par des approches successives, des démarches complémentaires, contradictoires, pluridisciplinaires. Il faut le traiter avec la prudence qui convient pour tout ce qui touche aux sciences humaines et aux affaires de sécurité internationale.

Je crois à cet égard qu'il est indispensable de se référer à l'histoire. Et je constate que la France est, de ce point de vue, très en retard par rapport à d'autres nations, notamment la Grande-Bretagne et les États-Unis. Est-ce la cause ou la conséquence de notre "déficit culturel" en la matière ? Je ne saurais le dire, mais il est certain que nous n'avons pas l'équivalent des chercheurs, des historiens anglo-saxons qui acceptent de s'investir dans l'étude de l'espionnage sous tous ses aspects : recherche des sources dans les archives, y compris celles du KGB ; études historiques proprement dites, rôle du renseignement dans la politique étrangère, histoire détaillée de chacun des services nationaux (leurs résultats, leur efficacité en temps de paix, de crise, de guerre...) ; fonctionnement des services, des divers processus de recueil, de traitement, d'exploitation... ; études sociologiques des échecs, des processus de décision ; analyse critique des mémoires

publiés par certains acteurs ; études méthodologiques, relations avec le journalisme d'investigation ; impact sur les libertés civiles, influence de la culture populaire, etc.

En France, nous assistons depuis quelques années à la publication d'assez nombreux ouvrages sur l'espionnage, souvent sous la plume de journalistes, dont certains font effectivement œuvre d'historiens dans leur souci de vérification des sources et d'insertion dans le contexte de l'époque. C'est un premier pas qui incitera, je l'espère, beaucoup de spécialistes de la recherche et de l'université à s'investir à leur tour dans ces sujets passionnants. Il faut absolument faire progresser nos connaissances et accumuler les études. Elles serviront de fondement à la rénovation de tous les organismes qui, dans notre pays, contribuent à renseigner ceux qui ont la charge des intérêts supérieurs de la nation.

La réinvention du renseignement

Les avantages du renseignement ouvert (OSCINT)

Robert D. STEELE,
Président Open Source Solutions Inc.

Une vision futuriste

C'est pour moi un très grand honneur de vous présenter ici à Paris, dans le cadre prestigieux du Sénat, une vision futuriste de la façon dont la France peut "réinventer" à la fois sa défense et l'organisation de son renseignement, afin de continuer à assurer son statut de grande nation à l'âge de l'information.

Comme tout grand dessein, c'est quelque chose de simple. Je l'esquisserai donc en termes simples, sachant que beaucoup d'heures et de jours de discussion devront suivre pour permettre d'en soupeser les mérites, cela avant une mise en application concrète éventuelle.

Pour être forts, protégés et compétitifs en ces temps de changements radicaux, il ne faut pas seulement comprendre que ces changements ont lieu, mais aussi appréhender les implications sur la manière d'entraîner, d'équiper et d'organiser les organismes de défense et du renseignement.

Nos concepts les plus fondamentaux, à savoir ceux qui constituent pour nous les notions de nation et de paix, et ceux que nous considérons comme le rôle propre de l'État-nation pour assurer la défense de ses citoyens, sont tous remis en question.

Nous entrons dans une ère, comme mes amis Alvin et Heidi Toffler l'ont si bien exprimé, dans laquelle l'information se substitue au temps, à l'espace, au travail et aux capitaux. Nous sommes aussi dans une ère où chaque parcelle d'information, obtenue à temps, livrée à la bonne personne, et utilisée intelligemment est susceptible de neutraliser un champs très vaste de moyens conventionnels et nucléaires. La puissance de l'information est devenue l'aïkido du guerrier moderne.

Je vous prie de pardonner l'analogie, mais elle est appropriée : les puissances occidentales, non seulement la France, mais aussi les autres puissances de l'Ouest sont devenues captives d'une doctrine style "ligne Maginot" consistant à posséder des systèmes d'armes très coûteux et sophistiqués qui sont, non seulement impossibles à soutenir avec nos moyens de renseignements actuels, mais aussi d'une utilité relative pour contrer les nouveaux combattants et les défis idéologiques et économiques de l'âge de l'information.

Le visage de la bataille a changé. Les lois de la physique et des masses sont aujourd'hui subordonnées aux lois de la cybernétique et de la précision, et dans cette bataille d'une nouvelle dimension le pouvoir de l'information devient le pouvoir ultime.

La transformation de la guerre

[Document N° 1]

Le général Alfred M. Gray, faisait en 1989, dans l'*American Intelligence Journal* une illustration caractérisant la différence entre la menace conventionnelle pour laquelle nous sommes tous bien préparés, bien équipés, et bien organisés, et les menaces émergentes pour lesquelles nous ne le sommes pas. Ce document est important non seulement pour la défense, mais aussi pour le renseignement.

COMPARAISON DES MENACES CONVENTIONNELLES ≠ EMERGENTES

Général Alfred M. Gray, ancien Commandant du Corps des Marines

CONVENTIONNELLES

ETATIQUES
NUCLÉAIRES/CONVENTIONNELLES
ODB STATIQUE
(Ordre De Bataille)
LINEAIRES
REGLES DU JEU ACCEPTEES
DOCTRINE ETABLIE
ALERTE STRATEGIQUE
EPSILON DE RENSEIGNEMENT CONNU

EMERGENTES

NON-ETATIQUES
NON-CONVENTIONNELLES
DYNAMIQUES ET NON
PREVISIBLES
NON-LINEAIRES
AUCUNE CONTRAINTE
DOCTRINE INCONNUE
PAS D' AVERTISSEMENT
"5ème COLONNE"

Document N° 1

Nos organisations de renseignement ne sont pas entraînées, équipées et organisées pour traiter avec la menace conventionnelle émergente.

[Document N° 2]

M'inspirant à la fois du général Gray et de Martin Van Crevald, auteur du livre *La transformation de la guerre*, j'ai développé le concept des quatre catégories de guerriers que nous devons affronter dans les décennies à venir :

a) *Les fanatiques de la haute technologie* : c'est la machine de guerre occidentale, avec son équipement coûteux, ses trains logistiques énormes, ses forces lourdes organisées avec un système hiérarchique pesant, et enfin ses services de renseignement très structurés et ciblés sur l'"ennemi principal" ?

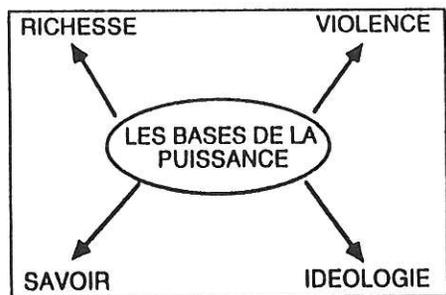
b) *Les fanatiques sans technologie* : ou la menace atomisée à basse technologie, par contraste, cette catégorie regroupe des forces non conventionnelles, groupuscules de fanatiques religieux. Il est intéressant de souligner ici que dans la plupart des États occidentaux, les capacités de combattre, de lutter, et de pénétrer ces groupes existent

uniquement dans les forces de police - un savoir-faire qu'il est difficile de partager avec les forces armées orientées vers la menace extérieure.

LES DIFFERENTS GUERRIERS

LES FANATIQUES
DE LA HAUTE-
TECHNOLOGIE
(Conflits de haute et
moy. intensité)

LES FANATIQUES
SANS
TECHNOLOGIE
(Conflits de basse
intensité)



LES PIRATES DE LA
HAUTE-
TECHNOLOGIE

LES PROPHETES
SANS
TECHNOLOGIE

Document N° 2

c) *Les prophètes sans technologie*, tels que les intégristes islamiques, sont représentés par des dirigeants charismatiques et leurs foules d'adeptes généralement non armés ou faiblement armés, mais forts de leur ferveur religieuse. Je ne connais aucune agence de renseignement ou organisation de défense qui normalement prend en compte ces groupes dans les menaces potentielles. Il est aussi important de noter que la structure de commandement de cette classe de guerriers est basée sur des sermons et sur la transmission d'émissions de radio et de télévision. Celles-ci ne peuvent pas être pénétrées par nos systèmes d'interception point à point, de sorte que nos méthodes d'alerte et d'évaluation de cette menace ne peuvent pas être pondérées avec précision.

d) Enfin nous avons *les pirates de la haute technologie*. C'est une combinaison d'individus équipés d'ordinateurs que l'on pourrait appeler les terroristes électroniques. Ils sont capables de mettre à genoux un système de transmission national, ou de défense, ou commercial sans être détectés. Ce groupe comporte aussi les visées économiques de certains gouvernements, sociétés, groupes divers religieux ou autres qui cherchent à réaliser des gains économiques stratégiques par tous les moyens.

Afin que la France puisse se défendre contre ces quatre types de guerriers, il faut qu'elle se donne les moyens de réinventer un système de renseignement et les moyens correspondants : une nouvelle doctrine, et des équipements adaptés.

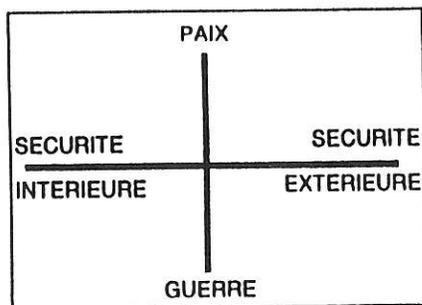
Il est essentiel de reconnaître que les moyens et aptitudes des systèmes de défense existants sont capables de contrer seulement un quart de la menace : il reste donc beaucoup à faire pour préparer l'avenir.

La transformation de la paix

[Document N° 3]

Tout comme la guerre est transformée ainsi la paix change-t-elle aussi. La définition nouvelle de la sécurité nationale est beaucoup plus large au lendemain de la guerre froide face à des menaces émergentes - un grand nombre d'entre elles ne peuvent être attribuées à l'action malveillante d'un seul État isolé. John Peterson, président du Arlington Institute et conseiller respecté du directeur de la CIA ainsi que d'autres personnages importants du gouvernement américain, écrit : "La sécurité de la nation n'est pas supérieure au total de la perception de la sécurité ressentie par chaque individu."

RÉFINITION DE LA SECURITE NATIONALE



La sécurité de la Nation n'est pas plus que le total de ce que les individus perçoivent personnellement de la sécurité (à l'intérieur et à l'extérieur du pays)"

John Petersen, *The Arlington Institute*
Document N° 3

Cette observation est importante pour deux raisons :

- la première, elle rend évident le fait que les forces de sécurité intérieure et les forces vives d'une nation doivent être pleinement intégrées dans une stratégie nationale de défense ;

- la seconde, elle souligne le fait que chaque service de sécurité et de renseignement privé atteste l'échec d'une nation à fournir un niveau de sécurité acceptable pour ses citoyens et ses entreprises.

LES FRONTIERES NE SONT PLUS ADAPTEES: UN CADRE ARTIFICIEL ET RIGIDE

- Les lois (nationales et internationales) ne sont plus adaptées à la réalité
- idem pour les doctrines et les organisations
- idem pour les systèmes de renseignement
- **Il faut maintenant envisager:**
 - la création de groupements de forces paramilitaires polyvalents
 - la modification des structures de la nation
 - le droit de poursuite à l'extérieur des frontières.

Document N°4

[Document N°4]

Ce document 4 souligne que les frontières internationales n'ont plus d'à-propos et deviennent artificielles. Les guerres, grandes ou petites, qu'elles soient entre des groupes ou des individus, n'ont absolument aucun respect pour les frontières, particulièrement quand elles sont menées par des groupes transnationaux. Pour cette raison il est impératif que la séparation organisationnelle, légale et doctrinale entre sécurité interne et renseignement interne, défense externe et renseignement externe, soit éliminée une fois pour toute.

La France devrait envisager les réformes nécessaires, doctrinales, légales, et organisationnelles, qui permettraient le redéploiement des forces en groupes paramilitaires à l'intérieur du territoire, cela pour combattre les criminels et les éléments terroristes trop puissants pour être contrôlés par les moyens habituels de maintien de l'ordre. Ces forces pourraient aussi être utilisées pour remplir des missions de développement intérieur incluant la formation professionnelle des chômeurs du secteur privé, et la réallocation du budget militaire sur des infrastructures civiles de transmissions de réseaux d'information. Enfin pour se donner les moyens de poursuivre agressivement certains individus, quels que soient les systèmes légaux derrière lesquels ils se cachent.

[Document N°5]

Alors que la France s'est engagée dans une réflexion visant à réorganiser sa défense à l'âge de l'information, il faut qu'elle soit bien consciente du fait que le pouvoir de l'information servira de fondation essentielle à ses services de renseignement.

Le renseignement n'est plus limité à la pénétration de cibles spécifiques pour obtenir un peu d'informations sensibles. Le renseignement doit maintenant être redéfini et inclure tout type d'information, la plupart du temps non classifiée, afin de fournir à chaque décideur, chaque

dirigeant politique, chaque officier rédacteur, chaque fonctionnaire, les renseignements dont il a besoin, quand il le requiert et pour un coût minimum.

LE POUVOIR DE L'INFORMATION

- L'information peut remplacer la violence et la richesse ainsi que le temps, l'espace, le travail et les capitaux.
- Un petit morceau d'information au bon endroit au bon moment peut neutraliser de grandes quantités de ressources conventionnelles.

Document N°5

Les plans actuels de défense et les projets politiques nationaux dans d'autres secteurs d'intérêt telle que la compétition économique sont coupables de deux erreurs fondamentales :

- la première est qu'ils comptent trop sur le *renseignement classifié* qui est acquis à grands frais, avec beaucoup de professionnalisme et à grands risques, tandis qu'ils ignorent les vastes quantités d'informations non classifiées qui pourraient mieux guider leur choix ;

- en second lieu ils utilisent le renseignement seulement à certains moments importants ou quand le renseignement est si sensationnel qu'il ne peut pas être ignoré, au lieu de prendre en compte les ressources du renseignement à chaque moment de leurs activités, à chaque instant de chaque jour.

Les solutions à partir de sources d'informations ouvertes

[Document N°6]

"95 % de l'information dont une entreprise a besoin peut s'acquérir par des moyens honorables", a dit un Français, Henri Stiller, directeur général de la société Histén Riller, à l'assemblée générale sur l'information en France (IDT 93). Il a absolument raison. Je recommande à votre attention mon papier sur "Accès : la théorie et la pratique du renseignement à l'âge de l'information", où je discute des occasions et contradictions auxquelles doit faire face le professionnel du renseignement dans un monde caractérisé par des changements énormes et largement imprévisibles.

95% de l'information dont une entreprise a besoin peut s'acquérir par des moyens honorables.

Henry Stiller
Directeur
Général
Histén Riller

Document N°6

Deux réalités ne peuvent être ignorées :

- la première, à l'âge de l'information distribuée partout, et où tout le monde est producteur d'information, le concept du renseignement centralisé ne peut pas survivre ;

- la seconde, dans une ère de communications globales et instantanées, il est maintenant possible, si vous en connaissez le savoir-faire, d'obtenir des secrets avant qu'ils ne deviennent des secrets, et d'obtenir des informations précieuses pour la compétitivité commerciale avant que

d'autres n'en réalisent la valeur. Il est aussi possible d'identifier les vulnérabilités critiques de vos adversaires, soient-ils militaires ou économiques - tout cela avec des sources d'informations ouvertes.

[Document N°7]

Afin de vous empêcher de dire " tout cela est bien, mais cela ne concerne pas la défense", permettez-moi de vous citer une déclaration faite à l'École de guerre navale en 1991 par le commandant d'escadrille qui conduisit le premier vol sur Bagdad. "Si elle est à 85 % exacte, si elle arrive à temps, et si je peux la partager, l'information me sera plus utile que des synthèses de renseignements hautement classifiés, arrivant en trop grande quantité, trop tard, et qui requièrent un coffre-fort et trois officiers de sécurité pour les déplacer sur les champs de bataille".

Le rythme de la guerre est si rapide désormais que cette sécurité est devenue un albatros. A l'âge de l'information la sécurité vient de la vitesse de son recueil, de la vitesse de son analyse, et de la vitesse de sa dissémination aux personnes concernées. Nos propres restrictions concernant la sécurité, selon mon expérience, sont plus utiles à l'ennemi qu'elles ne le sont à nous-mêmes, parce qu'elles gênent beaucoup d'officiers et empêchent beaucoup de personnes clefs de savoir ce qu'elles ont besoin de connaître.

LES SOURCES OUVERTES DE RENSEIGNEMENT

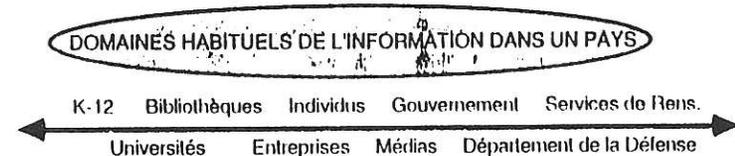
- "Si l'information est à 85% juste, si elle tombe au bon moment et si je peux la PARTAGER, alors elle m'est de beaucoup plus utile qu'une synthèse hautement classifiée de renseignements codés qui est trop complexe, arrive trop tard et exige un coffre-fort et 3 officiers de sécurité pour la livrer sur le champ de bataille".

Document N°7

[Document N°8]

Cela ne veut pas dire que nous devrions abolir nos systèmes de renseignement militaire et civile. Au contraire, ils devraient même devenir plus importants et recevoir plus d'argent. Cependant leurs centres d'intérêt doivent évoluer. D'une part, ils doivent développer de meilleures aptitudes, qu'elles soient humaines, clandestines, ou techniques. En même temps, ils doivent devenir un point de concentration de tout pouvoir donné par la domination de tout le spectre de l'information de la nation, créant réellement une communauté du renseignement beaucoup plus puissante, beaucoup plus capable, et beaucoup plus adaptée aux besoins des décideurs et des chefs à chaque niveau, et dans chaque secteur, incluant le secteur économique international.

LE SPECTRE DE L'INFORMATION



- Des rideaux de fer entre les différents SECTEURS
- Des rideaux de bambous entre les INSTITUTIONS
- Des rideaux en plastique entre les INDIVIDUS

Document N°8

Chaque élément du spectre de l'information est à la fois un producteur et un consommateur de renseignements, il s'agit là d'un défi grandiose pour une nouvelle communauté internationale du renseignement, qui, constituée correctement, est susceptible de faire tomber les barrières : les barrières techniques, les barrières culturelles, et les

barrières doctrinales ou organisationnelles - cela entre les éléments de cette communauté "virtuelle" du renseignement.

La source ultime du pouvoir d'un État à l'âge de l'information est de dominer tout le domaine de l'information. Toute hésitation dans le développement d'une politique nationale, qui prend en compte le pouvoir du domaine de l'information, à créer à la fois une communauté virtuelle du renseignement et une population rendue puissante par sa capacité d'accès à toute l'information et connaissance, aura un très fort impact négatif sur la compétitivité stratégique d'une nation.

Les implications doctrinales

J'ai souligné les désavantages que le secret apporte sur nos capacités d'action et de réflexion. Permettez-moi de développer davantage ce sujet.

J'ai tiré de mon expérience que la plupart des secrets, lorsqu'ils naissent, ne sont pas des secrets. Cela est surtout vrai dans les domaines scientifiques et techniques ainsi que dans le domaine du commerce mondial. C'est seulement après qu'une certaine masse critique soit atteinte qu'une autorité décide de classer ou de limiter l'information. Il est donc important à mes yeux de souligner que nous sommes dans une ère où la vitesse est capitale, et on peut conclure que, si quelque chose a finalement mis un certain temps avant d'être classifié comme secret, il est déjà trop tard pour prendre un avantage stratégique avec cette information. L'occasion a été perdue. Nous avons tous besoin d'améliorer nos capacités à identifier ces informations non secrètes qui ont une valeur d'importance stratégique.

Prenons un autre exemple avec les discussions actuelles et intenses au Congrès des États-Unis : de mon point de vue, les systèmes spatiaux de surveillance par satellite

devraient être autorisés à fournir des renseignements à des organismes non gouvernementaux, afin de contribuer à garder les chaînes d'assemblage ouvertes, et d'encourager les investissements supplémentaires dans la recherche et le développement.

Il n'est plus possible pour une nation de s'offrir les satellites les plus performants en les cachant dans les catacombes du budget de défense. Ce n'est plus possible pour un gouvernement de s'offrir ce luxe simplement pour donner des informations à quelques décideurs de haut niveau. Je me suis aperçu de par mon expérience que la plupart des responsables politiques trouvent leur briefing quotidien de renseignement relativement inutile, et leurs documents classifiés trop épais, ennuyeux et encombrants pour qu'ils valent la peine d'être lus.

Ce qui excite réellement un responsable politique américain, de mon point de vue, c'est une information qui est à la fois opportune, et qui peut être partagée avec un député ou un journaliste. Nous devons donc repenser le concept de la valeur du renseignement.

Un dernier exemple. Il est en relation avec le sujet sensible des énormes sommes d'argent que nous dépensons tous pour percer le secret des communications chiffrées. J'ai eu le plaisir il y a quelques mois de partager un dîner avec un général, dirigeant dans un pays européen une agence nationale d'écoute, et je vais vous répéter ce que je lui ai dit : "Commencez à porter votre attention sur le réseau Internet ainsi que sur les réseaux non protégés électroniques qui coulent à travers l'éther. Il y a six cents journaux techniques et scientifiques qui sont publiés seulement électroniquement et qui peuvent être trouvés uniquement sur le réseau Internet et non dans une bibliothèque."

Enfin il y a une implication doctrinale qui a une énorme signification pour savoir comment entraîner, équiper et organiser le renseignement de défense d'un pays : c'est

celle-ci : nous n'avons plus besoin d'acquérir de l'information dans le contexte du "au cas où". Les sources et les méthodes pour acquérir l'information ouverte sont si puissantes désormais que nous pouvons conserver nos ressources pour le faire "juste à temps" quand c'est nécessaire.

La stratégie nationale de la connaissance

[Document N°9]

Je conclurai sur un aperçu de ce que je crois devoir être le contenu d'une stratégie nationale de la connaissance, une stratégie que j'ai appelée "un engagement national". Nous sommes maintenant, simultanément, totalement en guerre et totalement en paix, avec un ensemble complexe d'adversaires. Rien de moins qu'un engagement national total ne suffira à l'âge de l'information et de la guerre de l'information. Pour me résumer, ce n'est pas suffisant de fournir les moyens de se connecter à des réseaux comme le vice-président Al Gore tente de le faire aux États-Unis. Si on n'a pas une approche coordonnée pour découvrir et saisir ce qu'il y a dans les réseaux, alors la connectivité au réseau n'est qu'un tuyau, peut-être plus large, pour entendre seulement le bruit de l'espace cybernétique.

Il est aussi important de coordonner les investissements qui sont faits dans le domaine des communications, et dans les recherches sur les ordinateurs menées par le gouvernement ou par le secteur privé. Je crois qu'un gouvernement majeur comme celui des États-Unis gaspille à peu près deux à trois milliards de dollars par an dans ce domaine. Le secteur privé en fait tout autant.

Enfin, et c'est un sujet pour une autre conférence que je pourrais faire, il est absolument impératif que chaque nation, chaque organisation, et même chaque individu, porte une grande attention à la sécurité de ses moyens de

commandement. Je peux détruire toute nation majeure. Dans les vingt-quatre heures avec une section de guerriers de la connaissance, et je peux aussi gagner des milliards de dollars sur le marché international parce que je connaîtrais quand cela va arriver, et que je pourrais investir en conséquence. Chaque gouvernement est maintenant si dépendant de ses communications civiles et de ses réseaux d'ordinateurs que ne pas investir pour se créer les ressources nécessaires en ce domaine correspond en fait à abandonner la défense de la nation.

UN ENGAGEMENT NATIONAL: UNE STRATEGIE NATIONALE DU SAVOIR

- La CAPACITÉ de BRANCHEMENT: fournir des outils et des accès à l'information.
- Le CONTENU: inciter à placer l'information en temps réel.
- La CULTURE: intégrer des ethnies parlant différentes langues.
- L'ARGENT: coordonner les investissements dans le domaine des télécommunications et de l'informatique
- La SECURITE des Systèmes de Commandement et de Transmissions: défendre les infrastructures civiles.

Document N°9

Pour me résumer, nous devons comprendre que les notions de guerre et de paix que nous venons de décrire sont devenues très complexes et ont été totalement transformées.

Un grand pays tel que le mien, ou tel que la France, est généralement préparé pour se battre contre un ennemi à haute technologie, mais il n'a pas les services de renseignement capables de maîtriser les subtiles et rapides changements de cibles possibles qui nous concernent maintenant et dans le proche avenir.

Il y a cependant une alternative heureuse permettant de réinventer le renseignement en tirant partie des sources ouvertes de l'information et en prenant en compte tout l'univers de l'information pour créer une communauté virtuelle de renseignement.

Ainsi une nation peut-elle rapidement devenir très puissante en ce domaine, et employer le pouvoir de cette information pour rapidement restructurer les ressources de sa défense, développer de nouvelles aptitudes, et contrer des nouvelles menaces.

Vous devez engager la nation dans cette voie.

Quelle politique de renseignement pour la France ?

Xavier de VILLEPIN

Sénateur représentant les Français établis hors de France,
président de la Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées du Sénat

Il est particulièrement délicat pour un parlementaire de s'exprimer sur un sujet aussi sensible que celui du renseignement. Je m'y risquerai modestement non sans avoir rendu hommage à tous ceux qui travaillent pour notre pays et réfléchissent à son avenir.

Mais, si le sujet est difficile, la guerre du Golfe a clairement démontré, une nouvelle fois, combien le renseignement était primordial, qu'il s'agisse du renseignement d'origine technique ou du renseignement humain.

Faute de temps, je n'aborderai pas les sujets qui ont déjà été traités et que je comptais développer devant vous, sur le rôle et les moyens du renseignement et sur l'effort indiscutable accompli par la France dans la dernière période pour adapter nos services à la nouvelle donne internationale et aux exigences techniques.

Je me concentrerai, si vous le voulez bien, sur les problèmes du futur, ceux qui engagent l'avenir.